



Modèle libéral, intérêt financier et capital symbolique : traduction et édition en France d'un historien anglais,

Thomas Macaulay

Jean-Charles Geslot

► To cite this version:

Jean-Charles Geslot. Modèle libéral, intérêt financier et capital symbolique : traduction et édition en France d'un historien anglais, Thomas Macaulay. Journée d'études : traduire le politique en Europe au XIXe siècle (IHMC-ENS), Nov 2018, Paris, France. hal-01942051

HAL Id: hal-01942051

<https://hal.science/hal-01942051>

Submitted on 7 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Modèle libéral, intérêt financier et capital symbolique : traduction et édition en France d'un historien anglais, Thomas Macaulay

Jean-Charles Geslot

Version remaniée d'une communication à la journée d'études Traduire le politique en Europe au XIXe siècle (ENS, IHMC, 28 septembre 2018) ; titre original : « Histoire et libéralisme au temps de l'Empire autoritaire : les traductions françaises de Thomas Macaulay ».

Figure majeure du libéralisme britannique de la première époque victorienne, éminent représentant de la tendance *whig*, Thomas Babington Macaulay (1800-1859) connut une renommée internationale, grâce notamment au succès que remporta, en Angleterre et ailleurs, son *History of England* (Sullivan 2009 : 408-414 ; Attuel-Hallade 2018 : 16). La traduction française de cet ouvrage – et de ses autres œuvres – mobilisa un groupe de traducteurs et d'éditeurs relativement restreint qui s'occupèrent, sur une période d'une vingtaine d'années, de diffuser en français ses idées. Sans surprise, se retrouvent dans ce groupe des noms connus, emblématiques des réseaux libéraux franco-britanniques qui marquent le champ politique français dans la première moitié du XIX^e siècle : celui de Guizot, non le père, François, grande figure du libéralisme anglophile parisien, mais le fils, Guillaume, qui suit ses traces ; et celui de Pichot, emblématique directeur de la *Revue britannique*. Le processus les menant à se faire les traducteurs des œuvres de l'illustre historien britannique semble aisé à reconstituer. Leur anglophilie, leur attachement au libéralisme, rendraient presque évidente leur implication dans ce dispositif de transfert culturel. L'histoire ne se satisfait cependant pas plus que les autres sciences sociales d'évidences et de schémas tout faits, et il est donc nécessaire d'approfondir l'étude des mécanismes menant à ce travail de traduction. Ni Guillaume Guizot, ni Amédée Pichot, ne sont véritablement des militants du libéralisme, ni même des hommes politiques. Il n'y a donc pas chez eux, de ce point de vue précis, d'arrière-pensée spécifique, de calcul. Dès lors, la simple volonté de contribuer à la diffusion en France des idées d'une grande figure intellectuelle du libéralisme anglais peut-elle suffire à expliquer leur implication ? Peut-on tenter de préciser les motivations purement politiques de leur projet, et imaginer qu'ils pouvaient trouver d'autres formes d'intérêt à cette entreprise ? La question se pose d'autant plus quand on sait que, parmi ce groupe des importateurs en France des textes et des idées de Macaulay, on trouve un homme comme Jules de Peyronnet, le fils du dernier ministre de l'Intérieur de Charles X, dont le nom ne saurait donc *a priori* être associé au libéralisme ; ou bien encore l'éditeur Charles Perrotin, dont la production penchait plutôt, jusque-là, vers les textes d'inspiration bonapartiste, républicaine et socialiste. Au-delà des évidences premières, la traduction en France des œuvres de Thomas Macaulay semble relever de mécanismes bien plus complexes que celui de la seule sympathie libérale teintée d'anglomanie.

La question des motivations des agents des entreprises de traduction (on parlera à la fois des traducteurs et de leurs éditeurs) et des choix qu'ils opèrent est l'une des pistes explorées par les praticiens des *Translation Studies* (Gouanvic 2007 ; Sapiro 2012 : 21). On sait que des types de rationalité différents peuvent être à l'œuvre dans ces processus, notamment la rationalité économique, essentielle dans ces entreprises de traduction qui relèvent du monde du livre et donc des logiques commerciales et capitalistes qui s'y cristallisent tout au long du siècle (Mollier 1988). On postulera que celle-ci est forcément essentielle dans les choix, opérés par les éditeurs, de lancer ces traductions sur le marché. Mais les traducteurs eux-mêmes peuvent avoir en la matière d'évidentes arrière-pensées, surtout quand on sait l'enjeu financier de la traduction, activité encore marquée, jusqu'au moins la fin du XIX^e siècle, par une certaine précarité, et par des formes irrégulières de stabilisation professionnelle et économique (Wilfert 2002 ; Pickford 2012). Parallèlement, les

représentations des agents pourront également constituer des éléments déterminants. Leur façon de penser, de comprendre, d'apprécier l'Angleterre, son histoire, son modèle, joueront un rôle essentiel dans le choix de traduire Macaulay, en partie influencé aussi par leurs habitus – le cas de Guillaume Guizot, fils et héritier, répétons-le, d'une grande figure du libéralisme et de l'anglophilie, semble ici particulièrement intéressant. Enfin, une analyse historique ne saurait se départir des éléments du contexte, indispensables à la compréhension des opérations en question. L'*History of England*, dont la rédaction a commencé en 1838, paraît en Angleterre entre 1849 et 1861 ; ses traductions françaises s'échelonnent entre la fin de 1852 et les années 1860. D'une part, le maître-ouvrage de Macaulay, centré sur la révolution de 1688, ne peut trouver qu'un écho particulier dans une France profondément marquée par celle de 1848, qui fut traumatisante pour une partie de l'opinion publique, notamment sa frange libérale ; d'autre part, l'œuvre historique et politique de l'intellectuel libéral ne pouvait non plus passer inaperçue, et ses traductions ne pouvaient être tout à fait innocentes, dans la France du Second Empire, où l'opposition libérale est, comme les libertés elles-mêmes, fortement contrainte par le dispositif autoritaire bonapartiste.

Ces enjeux divers, issus des perspectives propres à l'histoire de l'édition, à celle des transferts culturels comme à la sociologie des traducteurs, s'entremêlent pour constituer un faisceau d'explications susceptible de nous aider à comprendre pourquoi ces traducteurs et ces éditeurs ont fait le choix d'importer en France l'œuvre de Macaulay. Au-delà cependant du seul cas de l'historien anglais, ils nous permettent de saisir un certain nombre de réalités des processus de transferts à l'œuvre dans le champ de la traduction mais aussi dans ceux du libéralisme et de la science historique. On tentera dès lors d'explorer les différents facteurs qui auront déterminé le choix des traducteurs et des éditeurs de s'atteler à la diffusion de ces textes, en analysant successivement les bénéfices économiques, politiques et symboliques qu'ils pouvaient espérer tirer de ces traductions, pour comprendre lesquels pouvaient sembler prioritaires, et dessiner ainsi une typologie de ces acteurs et de leur positionnement dans le champ littéraire.

1. Les enjeux économiques d'une entreprise éditoriale : traduction, libéralisme et gains financiers

1.1. Le mirage du « *best-seller* »

L'*History of England* paraît en Angleterre à partir de 1849, année où sont publiés le premier volume, allant de l'époque romaine à 1685 et le deuxième, qui traite de la *Glorious Revolution*. Les trois volumes suivants, portant sur le règne de Guillaume d'Orange jusqu'à 1702, seront publiés en 1855 (vol. 3 et 4) et 1861 (vol. 5). Si les premiers volumes de traduction française ne paraissent qu'à la fin de 1852, l'ouvrage suscite l'intérêt dans la presse parisienne dès les dernières semaines de 1848, avant même que l'éditeur londonien Longman ne mette le premier volume sur le marché. C'est la *Revue britannique*, dirigée par Amédée Pichot, qui annonce la parution prochaine de l'ouvrage, et qui est semble-t-il la première, en décembre 1848, à en publier en français les bonnes feuilles – en l'occurrence la fin du volume 2 consacrée à l'analyse, par Macaulay, du sens de la révolution de 1688¹. Le commentaire qui en est fait est extrêmement positif : « Le livre de M. Macaulay lui acquiert le premier rang dans la littérature historique de son pays² », écrit la revue, qui donne le ton de ce que seront les premières réactions à cette publication dans le reste de la presse parisienne des premières semaines de 1849. Reprenant l'annonce de la publication puis l'extrait publié par leurs confrères de la *Revue britannique*, les grands titres se félicitent en effet à leur tour de cette publication³. Parallèlement, dès cette année, la librairie Galignani et l'éditeur Baudry, dont la

¹ « Magazinière », *Revue britannique*, 6^e série, t. XVIII, nov.-déc. 1848, p. 432-445.

² *Ibid.*, p. 445.

³ Voir notamment *La Presse*, 29 décembre 1848 ; *Journal des débats*, 1^{er}, 6 et 8 janvier 1849 ; *Gazette de France*, 5 janvier 1849 ; *Gazette nationale*, 27 janvier et 28 février 1849...

contrefaçon d'ouvrages parus à Londres est depuis longtemps une spécialité, mettent en vente une copie du livre de Macaulay, dans leur « Collection of Ancient and Modern British Authors » (Cooper-Richet & Borgeaud 1999 : 25, 30). La publicité de cette parution faite au début de 1850 précise à propos du livre de Macaulay : « which obtains such an immense success in England, that 14,000 copies have been sold⁴. » La *Revue des Deux Mondes*, annonce à l'été suivant « cinq éditions déjà épuisées et les États-Unis inondés de contrefaçons à bas prix » (Forcade 1849 : 772). Quelques mois plus tard encore, la *Revue britannique* précise que 20 à 30 000 exemplaires de l'ouvrage se sont déjà vendus, et que, parallèlement, le recueil en volumes des articles et essais de l'intellectuel britannique en est à sa sixième édition, ce qui les place parmi les « ouvrages les plus populaires de la littérature actuelle⁵ ».

Au fil des mois, donc, le public français autorisé comprend que *l'History of England* est un immense succès. Ce fait est aujourd'hui parfaitement établi. Dès janvier 1849, l'ouvrage en est à sa troisième édition, les 6 000 exemplaires des deux premières s'étant rapidement écoulés (dix jours pour les 3 000 copies de l'édition *princeps*). Ce troisième tirage est de 5 000 exemplaires, le quatrième sera de 10 000. 15 000 exemplaires seront fabriqués en 1855 des volumes 3 et 4 (Briggs 2008 : 242-243). Au total, on estime à 140 000 le nombre d'exemplaires vendus en Angleterre de l'ensemble du livre, et à un niveau équivalent les chiffres de vente aux États-Unis (Knowles 1998). Comme le montrent les données fournies par la presse parisienne en 1851-1852, le succès commercial du livre est très vite connu en France. Dans l'esprit de ceux qui vont devenir les premiers diffuseurs de l'ouvrage de ce côté-ci de la Manche, il est évident qu'il y a là un phénomène éditorial à côté duquel il ne faut pas passer. *L'History of England* est appelée à devenir un monument de littérature historique et intellectuelle britannique, un incontournable. Sa contrefaçon par Baudry et Galignani, dans une collection de plus de 400 titres où l'ouvrage va côtoyer Dickens, Fenimore Cooper, Walter Scott ou Shakespeare, est déjà en soi une forme de consécration, extrêmement rapide. Il y a donc là de quoi susciter l'intérêt de traducteurs et d'éditeurs conscients des bénéfices financiers d'une telle entreprise.

1.2. Des traducteurs dans le besoin ?

La motivation économique est ainsi sûrement un élément essentiel de l'entreprise de traduction lancée dès 1853 – c'est la première à être mise sur le marché – par le baron Jules de Peyronnet (1804-1872). On sait peu de choses de ce personnage, dont le nom est surtout illustré par la carrière politique de son père, le comte Pierre-Denis de Peyronnet (1778-1854), député, pair de France et ministre sous la Restauration. Celle que l'on connaît mieux, c'est sa femme, Frances Whitfield (1815-1895), fille d'un propriétaire sucrier de Saint-Vincent, aux Antilles (Russell 2004). Il l'a épousée à Londres en 1835, provoquant une rupture avec son père, furieux de voir son fils épouser une Anglaise et une protestante. Le couple vit alors des revenus que l'épouse tire des plantations familiales, mais l'abolition de l'esclavage dans les possessions britanniques menaçant leur prospérité, ils vivent quatre ans sur place pour régler leurs affaires avant de revenir en France. Leurs difficultés financières, qui s'aggravent à partir de 1848, les poussent à prendre la plume pour trouver de nouvelles sources de revenus. Frances Whitfield commence alors une carrière de publiciste qui la rendra célèbre en France sous le nom d'emprunt d'Horace de Lagardie (utilisé à partir de 1861). Lui, de son côté, fait paraître en 1853 la première traduction du livre de Macaulay : *l'Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II*, publié par Perrotin. On peut penser, avec certains auteurs, que le travail de traduction fut largement une affaire de couple, voire qu'il fut surtout l'œuvre de Frances Whitfield. Quoi qu'il en soit, cette tâche et les revenus qu'elle promet semblent tomber à point

⁴ *Revue britannique*, 6^e série, t. XXV, janvier-février 1850, p. 237 et 492.

⁵ *Ibid.*, 7^e série, t. 1, janvier-février 1851, p. 212 ; t. XVI, juillet-août 1853, p. 507

nommé pour le couple et ses trois filles encore mineures. En l'absence cependant de sources directes permettant de connaître les motivations précises de cette initiative, comme d'ailleurs des contrats d'édition qui auraient permis d'en connaître les conditions financières, force est d'en rester à ces simples conjectures.

Il en va de même pour les autres traducteurs. Pour eux, on peut émettre l'hypothèse que l'intérêt financier présente un caractère moins vital, même si, bien sûr, la recherche des revenus liés à la vente des ouvrages est vraisemblablement entrée en ligne de compte. Il faut en effet noter que deux de ces traducteurs sont de jeunes hommes, dont la carrière littéraire commence à peine. Émile Montégut (1825-1895) a moins de 30 ans lorsqu'il fait paraître chez Charpentier, en 1854, sa traduction, concurrente et homonyme de celle des Peyronnet. Bien qu'héritier d'une famille de négociants de Limoges, il a sûrement besoin de revenus susceptibles de lui permettre de maintenir son train de vie parisien. Il en va de même pour Guillaume Guizot (1833-1892), lui aussi un jeune homme moins que trentenaire lorsqu'il se lance à la fin des années 1850 dans la traduction des volumes d'essais de Macaulay ; l'aisance familiale, celle acquise par son père au fil de ses fonctions universitaires, de ses responsabilités politiques et de ses succès d'édition, le met sûrement lui aussi à l'abri du besoin. Mais comme Montégut, il ressent vraisemblablement le besoin de gagner son indépendance financière. Son ami et éditeur Michel Lévy lui promet d'ailleurs, par contrat signé le 10 mai 1859, 4 000 F en échange de ses traductions (Mollier 1984 : 331). Quant à Amédée Pichot (1795-1877), c'est un quinquagénaire connu et installé, auteur fertile et directeur de la *Revue britannique*, pour qui les droits d'auteur tirés de son travail de traduction des trois derniers volumes du livre de Macaulay représentent sûrement un complément financier qu'il ne saurait négliger, même s'ils ne constituent peut-être qu'une part minime de ses revenus. Pour ces trois hommes de générations différentes mais ayant tous embrassé la carrière des lettres, les publications sont les seuls moyens de subsistance. Elles sont donc d'autant plus intéressantes lorsqu'elles semblent plutôt prometteuses.

1.3. Les bons calculs des éditeurs

Du côté des éditeurs, la motivation économique et financière est en revanche évidente, car intrinsèque à leur activité. En ce milieu du XIX^e siècle, l'édition est depuis longtemps devenue une activité industrielle et commerciale où l'impératif de retour sur investissement prime largement. Les deux éditeurs qui, au début des années 1850, font le pari de mettre sur le marché des traductions de l'ouvrage de Macaulay font là, à n'en pas douter, un pari financier. Ce sont tous les deux des professionnels confirmés. Charles Perrotin (1796-1866), libraire bonapartiste, est l'éditeur exclusif du chansonnier Béranger, dont le succès populaire ne s'est jamais démenti. Ce n'est sûrement pas un acte de militantisme politique que son choix de publier en 1853 la traduction par le baron de Peyronnet de l'ouvrage d'inspiration libérale de Macaulay. Il y a donc là, outre la volonté peut-être de faire un bon coup éditorial, un calcul évident, comme le montre le chiffre de tirage déclaré en octobre 1852 aux autorités par l'imprimeur Claye, comme le veut la réglementation : 2 000 exemplaires pour chacun des quatre volumes apparemment programmés au départ (il n'y en aura finalement que deux). L'année suivante, c'est aussi à 2 000 exemplaires que Charpentier fait tirer sa propre version des deux premiers volumes, traduits par Montégut⁶, au prix « cassé » de 7F le volume, contre 10F pour la précédente. C'est un chiffre important. Certes, dans les années 1850, le niveau moyen de tirage des livres est de 3 000 exemplaires (Sorel & Leblanc, 2008 : 66). Mais l'*Histoire d'Angleterre* de Macaulay, en dépit de son succès outre-Manche, ne saurait rencontrer le même public qu'un manuel scolaire ou qu'un roman populaire, qui tirent vers le haut cette moyenne. Il relève plutôt de ce « pôle de production restreinte » du champ éditorial défini par Pierre Bourdieu. Même si parfois ils peuvent se révéler surprenants, les chiffres de vente escomptés ne sauraient

⁶ Archives nationales (désormais AN) : F/18(II)/48 (déclaration du 3 oct. 1852) et 53 (5 oct. 1853).

atteindre des niveaux élevés, et les chiffres de tirage, qui ne sont que le résultat des prévisions de l'éditeur, s'en ressentent.

Ces 2 000 exemplaires témoignent donc d'une certaine confiance des éditeurs. À titre de comparaison, rappelons que leur confrère londonien Longman avait tablé sur 3 000 exemplaires pour la première édition. En janvier 1854, l'éditeur Didier fait tirer lui aussi 2 000 exemplaires de l'*Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell* de Guizot. Ce sont également 2 000 exemplaires des tomes 3 et 4 de l'*Histoire de la Révolution française* de Thiers qui sont annoncés par Furne ce même mois – et l'ouvrage en est à sa 14^e édition. On le voit à travers ces exemples, le chiffre de tirage choisi par Perrotin et Charpentier est un signe de confiance : comme pour ceux de Guizot et Thiers, tout laisse à penser que le livre va rencontrer son public. Pari gagné, puisque des rééditions des deux versions sont nécessaires en 1861, et que d'autres suivront : sept éditions en tout pour la version Charpentier-Montégut, jusqu'en 1884, trois pour la version Perrotin-Peyronnet, jusqu'en 1875, soit un total de dix éditions mises sur le marché en trois décennies, représentant sûrement en tout 15 à 20 000 volumes écoulés, au vu des chiffres de tirage, décroissants, des rééditions (1250 exemplaires en 1861 pour Charpentier, 500 en 1879⁷). Il faut y ajouter les chiffres des volumes suivants traduits par Pichot, dans les deux éditions Perrotin et Charpentier : on recense sept éditions entre 1857 et 1872. Les éditeurs sont là plus prudents, ne les tirant qu'à 1000 voire 500 exemplaires, le tout représentant sûrement entre 8 et 10 000 exemplaires écoulés. Quant aux trois séries d'*Essais* traduits par Guillaume Guizot et publiés à partir de 1860 par l'éditeur Michel Lévy, elles sont toutes tirées une première fois aussi à 1 000 exemplaires, et connaissent plusieurs rééditions, à 1 000 ou 500 copies, soit environ 15 000 exemplaires. En prenant en compte le fait que certaines de ces éditions sont en deux, trois ou quatre volumes, on peut légitimement penser qu'environ 100 000 volumes de l'*Histoire d'Angleterre* de Macaulay et des recueils de ses essais ont été mis sur le marché en France dans le troisième quart du xix^e siècle.

Le calcul des trois éditeurs impliqués s'est donc révélé judicieux – encore met-on de côté ici les reprises du texte, en extraits surtout, dans d'autres éditions. L'ouvrage présentait, il est vrai, même pour un patron d'édition du milieu du xix^e siècle ne disposant pas de tous les outils de la mercatique moderne, de solides garanties commerciales. La première résidait dans son succès outre-Manche. Il faut certes rappeler avec Gisèle Sapiro que les logiques nationales à l'œuvre, aujourd'hui comme hier, dans le champ éditorial, font que « le succès de vente dans un pays ne garantit pas une large réception ailleurs » ; mais elle indique elle-même qu'il y a bien des contre-exemples et de fait, l'ouvrage de Macaulay en est un (Sapiro 2012 : 17). Or, l'engouement pour l'histoire anglaise en France pouvait largement contribuer à y garantir le succès du livre de Macaulay. Cet engouement, qui dépasse le seul cadre de l'anglomanie des élites libérales et des salons parisiens (Cooper-Richet 2018 : 109), s'explique tant par des phénomènes culturels comme la vogue des romans de Walter Scott (Parinet 2004 : 42-43), que par le contexte politique troublé de la fin des années 1840 et du début des années 1850. Avec l'échec successif de la monarchie de Juillet, puis de la République démocratique et sociale en 1848, enfin de la République conservatrice balayée par le régime autoritaire napoléonien en 1851-1852, la France, après dix-huit années de stabilité sous Louis-Philippe, semble renouer avec ses vieux démons. Dès lors, se réactive une tendance jamais complètement éteinte à vouloir ériger le système politique britannique en modèle de stabilité et d'équilibre, surtout au moment où le Royaume-Uni semble triomphant avec le succès de la *Great Exhibition* de 1851 (Mansell 2003 : 165-167 ; Theis 2014 : 167 ; Bensimon 2016). Tout autant que les

⁷ La liste des rééditions a été établie par le croisement du catalogue de la Bibliothèque nationale de France et des entrées de la *Bibliographie de la France*, le journal qui recense en France au XIX^e siècle l'ensemble des publications déclarées au service du Dépôt légal. Les chiffres de tirage sont fournis par les registres des déclarations d'imprimeurs de ce même service du Dépôt légal (Archives nationales : F/18(II) pour les imprimeurs parisiens et F/18(IX) pour ceux de province).

motivations commerciales et financières, c'est donc bien pour des raisons politiques que s'est organisée la traduction des œuvres de Thomas Macaulay.

2. Traduire et diffuser une histoire libérale : des réseaux politiques à la manœuvre ?

2.1 La question brûlante des révolutions

Dans le marché du livre mondialisé qui est le nôtre aujourd'hui, l'un des facteurs expliquant le choix de traduire un texte est souvent son « inscription dans les débats d'actualité », notamment lorsqu'il s'agit d'un ouvrage historique (Sapiro & Popa 2008 : 110). Le cas Macaulay montre clairement, s'il en était besoin, que c'était déjà le cas au début des années 1850, dans un système déjà en voie d'internationalisation. C'est, encore et toujours, la question de la Révolution, celle de 1789, qui occupe au début des années 1850 le champ politique français, et notamment son pôle libéral, comme elle l'a toujours fait dans les décennies précédentes et continuera à la faire encore longtemps (Faure 1992). L'année 1847 marque de ce point de vue une sorte d'acmé historiographique, avec la parution coup sur coup de *l'Histoire des Girondins* de Lamartine et de *l'Histoire de la Révolution française* de Louis Blanc, ainsi qu'avec le lancement de *l'Histoire de la Révolution* de Michelet (Francesco 2018 : 115-155). Les répliques de la secousse initiale de 1789, en 1830 et en 1848, alimentent un débat jamais interrompu sur les révolutions en général, autant que sur l'histoire du pays, et sur son modèle politique. La révolution de février 1848, puis les soulèvements qui l'ont suivie au printemps, contribuent à cristalliser – si ce n'est à hystériser – les opinions. Les fantasmes et les peurs se répandent dans la partie conservatrice et libérale de l'électorat et de la classe politique qui constitue bientôt le parti de l'Ordre (Agulhon 1992 : 131-143). Pourquoi la France connaît-elle autant de révolutions ? Pourquoi toutes ces révolutions échouent-elles ? Et pourquoi la voisine Angleterre n'en a-t-elle connu que deux, dont l'une fut réussie et définitive ? Telles sont les questions qui agitent certains penseurs, effrayés de voir la France renouer à chaque génération avec l'anarchie. *Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi ?* : c'est le titre de l'essai que François Guizot publie en 1850, et qui illustre parfaitement les termes de ce débat.

C'est dans ce contexte intellectuel qu'intervient, comme on l'a vu, l'annonce de la publication de *l'History of England* de Thomas Macaulay à la fin de 1848. Pour nombre d'intellectuels et de politiques libéraux, c'est l'occasion de disposer d'un regard on ne peut plus autorisé sur l'histoire du voisin et modèle, et notamment d'une interprétation de cette révolution de 1688 en rupture avec la vision dominante jusque-là, celle de David Hume, souvent qualifiée de *tory* et traduite en français en 1760 (McIntosh 2012 : 817). La narration de cette révolution fait l'objet de tout le deuxième volume de l'œuvre de Macaulay, volume qui se termine par quelques pages de synthèse dans lesquelles l'historien livre le sens qu'il voit à l'histoire britannique. Plus que le détail érudit des péripéties de la *Glorious Revolution*, c'est bien cela qu'attendent certains lecteurs français, qui pensent y trouver des arguments justifiant leur hostilité à la tradition émeutière nationale. Ce sont ces pages-là que publie en exclusivité, on l'a dit, la *Revue britannique*, dès la fin de l'année 1848. La presse quotidienne les publie à son tour, et les commente dans ce qui constitue les premiers articles critiques dans la presse. « Le jour où la France aura fait sur elle le travail que les Anglais ont fait sur eux-mêmes, la révolution française sera finie », lit-on dans la monarchiste *Gazette de France* (5 janvier 1849). Dans la *Revue des Deux Mondes*, Eugène Forcade fait l'éloge de la « révolution conservatrice » et « heureuse » de 1688, en lui opposant l'expérience française, où « une révolution est une rupture haineuse et violente avec le passé, une scission dans l'histoire d'un peuple, un déchirement irréconciliable de la société » (Forcade 1849 : 807). L'ouvrage apporte donc de l'eau au moulin des

penseurs conservateurs. Si certains, comme Philarète Chasles dans le *Journal des débats* (1^{er} juin 1849), regrettent le parti-pris whig de l'auteur, les autres l'ignorent, pour mieux se féliciter de lire sous la plume autorisée de l'historien britannique une implicite condamnation des mouvements populaires et violents. On cherche d'ailleurs à se convaincre qu'il s'adresse aux Français, autant sinon plus qu'aux Anglais. « On a dit que M. Macaulay avait choisi son moment, que son livre était comme une protestation, et qu'il avait voulu opposer aux troubles des révolutions républicaines de 1848 les prospérités de la révolution constitutionnelle de 1688 », dit ainsi le conservateur Alphonse Grün dans la *Gazette nationale* (28 février 1849). C'est une erreur, car la décision de l'historien de s'attaquer à la *Glorious Revolution* date de 1838 (Briggs 2008 : 186). Il a pu bien sûr, à ce moment-là, être motivé par les troubles sociaux qui ont agité l'Europe au début de la décennie, mais en tout état de cause la révolution de Février n'y est pour rien. Le caractère performatif des propos de Grün montre bien à quel point une partie de l'opinion conservatrice veut absolument que les lignes de Macaulay soient une réponse à tous les agitateurs révolutionnaires.

2.2. Des revues libérales à l'orléanisme conservateur

C'est on le voit dans le monde de la presse conservatrice et/ou libérale, et notamment celui des revues, que se fait essentiellement la diffusion des œuvres de Macaulay. C'est d'ailleurs dans le plus prestigieux de ces recueils périodiques, la *Revue des Deux Mondes*, qu'Émile Montégut a fait ses premières armes en 1847. Issu « d'une famille d'ancienne bourgeoisie qui fut très éprouvée par la Terreur » (Vapereau 1865), il livre à la revue, en 1849-1850, des articles résolument hostiles aux mouvements sociaux : « Le Socialisme et les socialistes en France » en septembre 1849, et « La Révolution et les révolutionnaires de février » en août 1850. Dans ce dernier article, il dénonce ainsi, dans un vocabulaire choisi, « les complots et les turpitudes qui, du 24 février au 26 juin, ont déshonoré et affligé la France⁸ ». De son œuvre, ses nécrologues garderont le souvenir d'une violente hostilité à 1848⁹. Montégut est également un libéral, défenseur de la cause de l'individu et de la liberté, ainsi qu'en témoigne parfois le ton et le propos de ses articles réunis en recueil en 1858. Il écrit ainsi : « Parmi tous les partis qui divisent la France, un seul a fait quelques efforts en faveur de la liberté individuelle » (Montégut 1858 : 160), et affirme par ailleurs, en pleine période autoritaire de l'Empire :

Il serait par trop étrange que le peuple qui a conçu la pensée de l'affranchissement de l'humanité entière, qui a proposé à tous les autres peuples l'idéal de justice le plus élevé, ne pût accomplir une tâche beaucoup plus modeste, et arriver à jouir chez lui-même d'une liberté suffisante. (Montégut 1858 : 43)

Autre acteur, et non des moindres, du monde des revues, Amédée Pichot est depuis quelques années l'âme de la *Revue britannique*. Si son positionnement politique est moins formalisé, il n'en gravite pas moins dans les réseaux du libéralisme parisien. Bien que formé chez les Oratoriens¹⁰ et très influencé dans sa jeunesse par Chateaubriand, « [il] appartient à l'école libérale, modéré en politique et en littérature », dit-on de lui dans les années 1860 (Vapereau 1865). La revue qu'il dirige jusqu'à sa mort en 1877, et que reprend alors son fils Pierre, se présentera elle-même, en 1885, comme un « journal conservateur-libéral » (Cooper-Richet 2002 : 363, 374). Réputé comme l'un des principaux introducteurs en France de la littérature britannique, Pichot est l'un des plus éminents représentants de cette élite parisienne anglophile et libérale, dont l'autre figure majeure est François Guizot. Les deux hommes ont d'ailleurs collaboré, à l'occasion, dans leurs entreprises respectives de

⁸ *Revue des Deux Mondes*, t. 7, 1850, p. 524.

⁹ J. Bourdeau, « Nécrologie. Émile Montégut », *Journal des débats politiques et littéraires*, 13 décembre 1895 ; E.-M. de Vogüé, « Émile Montégut », *Le Figaro*, 20 décembre 1895, p. 1.

¹⁰ *Journal des débats politiques et littéraires*, 14 février 1877, p. 3.

traduction, et sont en contact (Guizot 2002 : 532, 847, 852). Or, un autre travail de ce type émerge du réseau de l'ancien ministre de Louis-Philippe. En 1860, c'est son fils Guillaume qui se lance, on l'a vu, dans la publication des *Essais* de Macaulay dont il a assuré la traduction. Son éditeur est la maison Michel et Calmann Lévy. Depuis 1857, ce sont eux qui éditent les ouvrages de Guizot père, et Michel est l'ami de Guillaume (Mollier 1984 : 329-331, 296-298). Or, comme l'a bien montré Jean-Yves Mollier, les deux frères éditeurs sont eux aussi des libéraux, orléanistes sous la Monarchie de Juillet, qui se montrent certes plutôt éclectiques en 1848 (afin surtout de satisfaire les goûts du public), mais qui affirment volontiers leur hostilité aux masses populaires (Mollier 1984 : 131-132, 137, 151, 202-203). Au début des années 1850, Michel Lévy « [s'entoure] de figures de proue de l'orléanisme » et « [édite] en même temps d'autres conservateurs ». Loin d'être le « libraire impérial » qu'ont parfois présenté ses biographes, il reste sous l'Empire le tenant d'un « orléanisme sentimental si ce n'est doctrinal » (Mollier 1984 : 214-215). Quant à Gervais Charpentier, autre acteur majeur du monde de l'édition de cette période, qui publie les traductions de Montégut puis de Pichot, il est également réputé pour son attachement à la cause libérale, notamment grâce à la publication de la *Revue nationale* (Parinet 2004 : 186-187).

2.3. La traduction, élément d'une solidarité libérale franco-britannique ?

Si tous ces hommes sont des libéraux, plus ou moins conservateurs, aucun n'est un véritable militant, aucun n'exercera de fonctions politiques ou ne s'impliquera dans la vie d'un parti. Certains d'entre eux expriment publiquement leurs opinions, comme Montégut, mais ce n'est pas la règle générale. Ils relèvent davantage d'une culture politique libérale plus ou moins formalisée que du courant libéral, au sens institutionnel du terme. Si réseaux il y a, ils sont plus éditoriaux que partisans. Leur cas n'en est pas moins intéressant dans la perspective d'une analyse des modalités de diffusion des idées politiques en général, et des idées libérales en particulier, entre l'Angleterre et la France. On a dit déjà que la diffusion des textes de Macaulay s'inscrivait dans une tradition politique française, soucieuse, depuis au moins les débuts de la Restauration, de puiser au modèle britannique. Les historiens libéraux sont, depuis cette époque également, en première ligne pour utiliser l'histoire britannique à des fins idéologiques (McIntosh 2012 : 819). L'expérience anglaise doit servir à améliorer le système français ; à la lumière des études historiques, celui-ci semble ne pouvoir que bénéficier d'une imitation/adaptation de celle-là. La logique à l'œuvre pourrait presque s'apparenter à celles de construction sociale (*Social Construction*) et d'apprentissage (*Learning*) dégagées par les spécialistes de diffusion internationale des politiques publiques (Dobbins, Simmons & Garret 2007). Se dégage en effet de ces modèles théoriques le rôle central joué par des « experts », qui vont théoriser les exemples à suivre, pris à l'étranger selon des modalités variées, pour ensuite être plus ou moins suivis par les décideurs. Cela peut impliquer de véritables réseaux transfrontaliers (notamment dans le cadre des organisations internationales).

Dans le cas de Macaulay, on retrouve en partie ces caractéristiques, mais en partie seulement, car les traducteurs en question ne sont pas, justement, des théoriciens du libéralisme. Outre leur absence de publications qui les rangeraient dans cette catégorie – si on met de côté les quelques réflexions de nature politique auxquelles se livre de loin en loin Émile Montégut – il n'y a qu'à constater que les volumes parus de leur traduction ne contiennent aucun paratexte de nature politique, et donc aucune analyse personnelle du texte dont ils ont assuré la diffusion. Ces traducteurs ont cependant d'évidentes connexions individuelles avec le Royaume-Uni. Jules de Peyronnet s'est marié à Londres avec une Anglaise (qui vivait en France, depuis qu'elle avait quitté les Antilles), et qui dans les années 1850 écrit pour plusieurs journaux britanniques. Amédée Pichot et Guillaume Guizot ont effectué des séjours outre-Manche. La situation du premier à la tête de la *Revue britannique* en fait un personnage en vue du monde anglo-parisien. Le second a rejoint en Angleterre son père en exil en

1848, et Macaulay est un ami de sa famille, qui lui apporte son soutien (Theis 2014 : 185-186). Ces hommes peuvent par ailleurs être amenés à fréquenter les lieux de la sociabilité franco-britannique, que ce soit à Londres, à la Holland House (Attuel-Hallade 2018 : 16), ou bien à Paris, dans les salons tenus par des Anglaises (Cooper-Richet 2018 : 111-112).

Ces réseaux personnels forment-ils une communauté trans-Manche, qui serait le cadre privilégié d'une circulation des idées libérales ? Rien n'est moins sûr. Rappelons au besoin, avec Pierre Bourdieu, que « rien n'est plus faux » de croire « que la vie intellectuelle est spontanément internationale » : le passage des idées d'un pays à l'autre provoque inévitablement réinterprétations et malentendus (Bourdieu 2009 : 28-30). Ainsi en est-il de la pensée libérale au XIX^e siècle. Si elle a une évidente dimension européenne, par la communauté d'idées, de combats et d'expériences qu'ont pu vivre ceux qui le portent et le défendent, « il ne saurait être question de penser un libéralisme indépendamment de traditions nationales souvent antagoniques » (Barjot, Dard, Fogacci, Grondeux 2016 : 6 ; Roussellier 1991). On le voit très bien avec les traducteurs de Macaulay. Ils ont certes pu mettre à profit leur connaissance de la langue et de la société anglaises pour rendre accessible au public français non-anglophone sa pensée sur les révolutions, anglaises ou autres. Mais ils ne sont pas allés plus loin, et n'en ont pas tiré d'idées susceptibles de compléter un corpus idéologique libéral auquel ils ne sont d'ailleurs attachés par habitus peut-être plus que par conviction. Montégut est le seul à livrer, dans son avant-propos (daté, est-ce un hasard ?, du 25 février 1854, date anniversaire de l'une des journées révolutionnaires de 1848), quelques clés d'interprétation politique de l'ouvrage (Montégut 1854). Laissés libres d'interpréter comme ils veulent, en seconde main, les textes ainsi traduits, les lecteurs libéraux se contentent dès lors d'y chercher une nouvelle confirmation de la supériorité du modèle politique britannique, parlementaire, modéré, respectueux des libertés individuelles, au moment où les tentations révolutionnaires et autoritaires font le jeu politique. Ils n'y cherchent, et n'y trouvent, pas autre chose, alors que les travaux récents d'Aude Attuel-Hallade montrent que le positionnement de Macaulay était beaucoup plus favorable au modèle démocratique forgé à partir de 1789 que ses lecteurs l'ont longtemps pensé, et moins idolâtre du système politique britannique que de nombreux libéraux français (Attuel-Hallade 2018 : 21-22). C'est là finalement un mécanisme bien identifié dans les processus de transferts culturels par les traductions. Ces dernières font l'objet de réinterprétations « en fonction des enjeux propres à l'espace d'accueil » (Heilborn & Shapiro 2008 : 41 ; Sapiro 2009 : 13). L'ouvrage de Macaulay a été lu par les yeux des libéraux français, qui y ont vu et compris ce qu'ils voulaient y voir et y comprendre.

Si les traducteurs et les éditeurs de Macaulay ne sont ni des politiques professionnels, ni des militants actifs du libéralisme, ils contribuent néanmoins, par leur travail, à en servir la cause. Ils le font en fournissant à une opinion libérale inquiète la matière brute susceptible d'alimenter une lecture orientée de l'histoire britannique, si ce n'est des lieux communs de la pensée conservatrice. Leur traduction n'est finalement qu'un outil, mis à disposition de ceux, publicistes, essayistes, théoriciens, qui, dans un deuxième temps, utiliseront le texte pour alimenter l'appareil idéologique libéral. Aucun des traducteurs – ni aucune des éditeurs – ne tirera (et n'aura voulu tirer) de bénéfice politique personnel de son engagement par la traduction : il ne s'agit pas pour eux de renforcer leur position au sein d'un champ politique dont ils ne font pas partie. Il n'y en a pas moins de leur part une volonté de contribuer à la diffusion des idées de Macaulay, avec lesquelles ils sont en accord, et qu'ils jugent sûrement utiles au débat collectif. Mais ce sont des hommes de lettres et des hommes du livre, et c'est avec ces outils-là, leur capacité à comprendre l'anglais, à le retranscrire en français, à en assurer la diffusion auprès du public intéressé, qu'ils s'impliquent. Les bénéfices qu'ils comptent inconsciemment ou non en tirer relèvent donc davantage du capital symbolique.

3. Intérêt personnel et capital symbolique : traduction et position de champ

La traduction de l'*History of England*, on l'a dit, relève de la logique propre au « pôle de production restreinte » du champ éditorial. À rebours du « pôle de grand production », déjà bien établi en ce milieu du XIX^e siècle marqué par le succès du roman populaire ou l'essor de ce qui va devenir la littérature de gare, ce pôle fonctionne au sein du champ éditorial avec sa propre rationalité : non pas celle de la rentabilité économique, mais celle des valeurs, portées et partagées par les auteurs et les éditeurs, et qui mettent au premier plan la question de « la qualité esthétique ou intellectuelle » des ouvrages qui y sont diffusés (Sapiro 2012 : 22). Dans ce cadre, la recherche de profits symboliques est, bien plus que la quête de bénéfices financiers, un moteur pour les agents qui y interviennent, avec souvent la volonté d'y trouver les formes d'une reconnaissance symbolique, notamment celle des pairs – ou de ceux qu'on voudrait pouvoir considérer comme tels (Sapiro 2009 : 17). Les traducteurs de Macaulay, pour la plupart d'entre eux, correspondent à ce modèle. Peu motivés on l'a vu par les gains financiers et politiques, ils semblent surtout chercher à renforcer leur capital symbolique, en participant à la diffusion d'un auteur dont ils comptent profiter du prestige, pour des raisons propres à chacun, et liées tant à leurs habitus différents qu'à leurs positions respectives dans le champ littéraire et éditorial.

3.1 Un auteur prestigieux

La *Revue britannique* est formelle : « Le livre de M. Macaulay lui acquiert le premier rang dans la littérature historique de son pays », écrit-elle à la fin de l'année 1848¹¹. Dans la *Gazette nationale*, on place l'*History of England* « au nombre des meilleurs livres qu'ait produits récemment la science unie au talent et au patriotisme¹² », et on présente son auteur comme « éminent esprit autant qu'écrivain habile ». Il est à noter cependant que certains critiques vont au-delà de ces éloges quelque peu convenus, et participent d'un véritable processus de légitimation des entreprises de traduction. Comme le rappelle en effet Fiona McIntosh à propos du choix des textes à traduire issus de l'historiographie britannique, « [un] critère est déterminant : l'historien doit être un homme du monde, afin qu'il puisse donner une certaine hauteur de vue à ses remarques » (McIntosh 2012 : 824). Or, c'est exactement de cette manière que la très respectable *Revue des Deux Mondes* dresse le portrait de Thomas Macaulay. « Sa carrière active, remplie, facile, brillante, heureuse, a été une préparation naturelle au livre qu'il vient de commencer », écrit Eugène Forcade. Détaillant l'ensemble de son *cursus honorum*, de l'Université de Cambridge au Conseil suprême des Indes, en passant par l'*Edinburgh Review* et le Parlement de Westminster, le publiciste conclut : « Homme politique, M. Macaulay a donc manié les ressorts de la grandeur de son pays. Écrivain, il applique au passé la sagacité historique, la seconde vue rétrospective qu'on acquiert dans les grandes affaires. [...] C'est un historien qui a mis la main aux choses » (Forcade 1849 : 771-772). Ainsi la prestigieuse revue accorde-t-elle à l'auteur un brevet de respectabilité intellectuelle. Elle lui confère, s'il en était besoin, la légitimité qui vient justifier qu'on ait traduit et qu'on puisse lire son ouvrage. On retrouve ici en quelque sorte une forme de ce « processus de sélection » qui s'opère dans le pôle de diffusion restreinte du champ littéraire, où la qualité des ouvrages et de leurs auteurs vient compenser leur « faible rentabilité à court terme » par une haute valeur symbolique (Sapiro & Popa 2008 : 109).

Cette façon de faire, habituelle on l'a dit dans le champ des traductions en français des historiens britanniques, n'est pas sans arrière-pensée. Comme le dit encore Fiona McIntosh, « [l']argument sert à placer l'école allemande derrière l'école anglaise, la critique tendant à exagérer l'isolement des

¹¹ « Magaziniaria », *Revue britannique*, 6^e série, t. XVIII, nov.-déc. 1848, p. 445.

¹² *Gazette nationale*, 28 février 1849, p. 12.

auteurs d’Outre-Rhin de la vie publique et politique » (McIntosh 2012 : 824). Il faut rappeler également, avec Gisèle Sapiro, que dans le champ des sciences humaines et sociales, les disciplines n’ont pas toutes le même capital symbolique, et que l’appartenance nationale des textes joue également un rôle. La philosophie allemande connaît ainsi, structurellement, un prestige certain (Sapiro 2009 : 17). Qu’en est-il de l’historiographie britannique ? À en croire, une fois encore, Fiona McIntosh, elle fait l’objet, depuis le XVIII^e siècle, d’un « faisceau convergent de traductions et d’éditions, autour principalement des historiens des Lumières écossaises et des milieux libéraux ». Si tous les auteurs ne se voient pas accorder le même crédit en raison de leurs positionnements politiques et religieux, l’influence durable des thèses d’un Edward Gibbon (1737-1794) puis l’intérêt pour « l’école philologique et érudite britannique » à partir des années 1840 témoigneraient d’un réel prestige accordé aux travaux des historiens anglais, avant que la fameuse « crise allemande de la pensée française » ne vienne contribuer à faire tourner les regards de l’école historique nationale vers l’outre-Rhin plutôt que vers l’outre-Manche (Digeon 1992). Cet engouement participe bien sûr de l’anglomanie mondaine déjà évoquée, qui s’étend sous d’autres formes dans le champ intellectuel (Bensimon 2016), jusques et y compris dans le milieu des historiens. « Il y a eu au XIX^e siècle à la suite de Guizot et jusque dans les années trente du XX^e siècle une brillante école d’historiens français qui se sont intéressés à l’histoire anglaise et lui ont apporté une importante contribution », rappelle ainsi Jean-Philippe Genet (Genet & Ruggiu 2007 : 8). L’intérêt pour l’histoire du Royaume-Uni et pour le travail de ses historiens est une réalité dans la première moitié du XIX^e siècle. Et le succès, tant critique que public, de l’ouvrage de Macaulay, en constitue une nouvelle preuve.

Les traducteurs de l’*History of England* et des autres écrits de l’historien anglais ne font pas cependant que céder à une mode. Ils comptent, on l’a dit, tirer un profit symbolique de leur travail d’importation de ces textes dûment consacrés par la critique autorisée, et des idées qu’ils contiennent. Si aucune source, aucun aveu explicite de ces auteurs ne vient directement conforter cette thèse, on peut néanmoins supposer qu’intervient dans leur choix de le traduire, l’espoir plus ou moins conscient et formalisé qu’une part de son prestige rejaillira sur eux. C’est une supposition plausible dans la mesure où l’on sait qu’il s’agit d’un paramètre courant dans le champ de la traduction. Ce qui vaut pour les traducteurs de la littérature de la Belle Époque étudiés par Blaise Wilfert vaut sûrement pour ceux de la génération précédente qui se frottent à Macaulay : ils « engagent une partie de leur identité sociale, associant leur nom aux objets importés et se portant donc garants de leur intérêt » (Wilfert 2002 : 35). Ignorant à n’en pas douter que « Quelqu’un qui est une autorité dans son pays n’emporte pas son autorité avec lui » (Bourdieu 2009 : 30), misant au contraire sur le bénéfice qu’ils pourront en tirer, ils en font le pari, pour le meilleur et pour le pire. Leur réputation est en jeu, leur carrière peut-être. Tout dépend bien sûr de leur position dans le champ littéraire, et de leurs habitus familiaux et de leurs trajectoires personnelles.

3.2 Assurer sa position dans le champ : rester dominant et le devenir par la traduction

Le statut d’autorité acquis par Macaulay donne à la traduction de son ouvrage une importance hautement stratégique en termes de positionnement institutionnel. Rien ne le montre mieux que les motivations d’Amédée Pichot et d’Émile Montégut qui, en occupant des positions radicalement différentes dans le champ littéraire, poursuivent tous les deux le même objectif. Le premier y est en situation dominante. Directeur de la *Revue britannique*, traducteur et introducteur en France de nombreux auteurs anglais, sa réputation n’est plus à faire, et il n’a pas d’autre chose à gagner en traduisant Macaulay qu’une confirmation de ses talents maintes fois prouvés. Un fait tendrait à le prouver : Pichot, dont la revue, comme on l’a déjà dit, avait été la première à annoncer l’ouvrage et en avait publié les premiers extraits, avait commencé à travailler à la traduction des deux premiers volumes de l’*History of England* (Pichot 1857 : vi) ; pourtant, comme il l’explique lui-même, son

travail, arrivé au stade de l'impression, n'a pas abouti. Il semble en effet s'être « [laissé] devancer » par Peyronnet et Montégut. Peut-être a-t-il pêché par excès de confiance ? N'est-il pas, en ce milieu du XIX^e siècle, une, sinon la référence parisienne en matière de traduction et d'importation des textes britanniques ? Un seul peut-être lui faire de l'ombre, François Guizot, mais lui-même, occupé alors à gérer les suites de sa fin de carrière politique brutale et la poursuite de ses propres écrits, ne semble pas avoir tenté de se mettre à cette traduction. Le monde de la presse parisienne ne manque pas d'ailleurs de rappeler au public, et de rappeler à Pichot lui-même, la position qu'il occupe en ce domaine. Ainsi peut-on lire, dans le *Journal des débats* du 23 août 1849 : « Nous espérons que le manuscrit de cette traduction qui, dit-on, est de M. Amédée Pichot, ne restera pas longtemps dans le portefeuille de cet écrivain, qui sait bien l'anglais, et qui, ayant tout le temps de la revoir, n'y admettra peut-être pas les nombreux contre-sens dont les traductions ordinaires sont semées [...]. » Avec de tels articles, qui montraient qu'on attendait après lui, Pichot pouvait légitimement croire, peut-être, que le public le considérerait comme l'un des seuls, sinon le seul, à faire suffisamment autorité pour s'attaquer à l'œuvre de Macaulay. C'était cependant jusqu'à ce que le monde éditorial sorte de son chapeau deux traducteurs inconnus ou presque, Peyronnet et Montégut.

Beau joueur, ou fin stratège, Pichot abandonne donc les deux premiers volumes, et s'investit pleinement sur les trois suivants, parus en 1855 et 1861, en y associant, dans un premier temps, dit-il encore, l'un des deux autres traducteurs (sûrement le jeune Montégut), dont il doit cependant, pour des raisons qu'on ignore, se priver de la collaboration. Il se rabat alors sur deux rédacteurs de la *Revue britannique*, « MM. Borghers et Courtois, qui avaient aussi déjà fait leurs preuves ». Cela représente sûrement pour lui une situation plus confortable, puisqu'il travaille avec des gens qu'il connaît. Surtout, il peut se targuer du fait que la traduction des trois derniers volumes de l'*History of England* est le fait d'un réseau, celui de sa revue, qui, à ses yeux, semble le plus légitime dans l'introduction en France des textes venus d'outre-Manche. Peut-être faut-il y voir une forme de revanche presque corporatiste, après la déconvenue vécue quand les deux premiers volumes du prestigieux ouvrage lui avaient échappé. S'ils sont trois à travailler à la traduction, seul son nom apparaît sur la couverture, et ses deux collaborateurs doivent se contenter d'une simple allusion, quelque peu paternaliste, dans la préface. Ainsi le prestige d'Amédée Pichot – et sa position dans le champ – reste-t-il intact : après Lord Byron, Walter Scott et Charles Dickens, il peut inscrire Thomas Macaulay à son tableau de chasse. Il reste un acteur incontournable du petit monde culturel anglophile parisien.

Quant à Émile Montégut, l'un des deux traducteurs de ces fameux deux premiers volumes, sa situation est tout à l'opposé, puisque contrairement à Pichot, il n'est rien, ou presque, lorsqu'il s'attaque à la traduction de Macaulay. C'est une énième figure de Rastignac, issue de la bonne bourgeoisie commerçante de province, montée à Paris, comme on l'a vu, de son Limoges natal pour y faire son droit et y embrasser la carrière des lettres. Il a réussi à publier à la *Revue des Deux Mondes* en 1847, et a sorti, en 1851, chez Charpentier (celui-là même qui éditera sa traduction de Macaulay), une traduction des *Essais de philosophie américaine* de Ralph Emerson. Il s'y pose déjà, dans son avant-propos, en auteur inquiet des évolutions du temps, développant déjà, à 26 ans, un conservatisme d'homme installé. « Les presses de tous les pays mettent au monde des milliers de volumes », se lamente-t-il, « la production littéraire s'accroît d'année en année, mais la stérile fécondité de notre temps reste sans récompense. » Et il ajoute : « Tous nos livres semblent écrits en vue d'une fin économique et philanthropique ; toute notre littérature, depuis des années, semble n'avoir d'autre but que celui de fournir l'occasion de gagner leur salaire accoutumé aux compositeurs, imprimeurs, brocheurs, plieuses et relieurs [...]. » Non content de se complaire dans ce qui est déjà un lieu commun de l'ère de la littérature industrielle née quinze ou vingt ans plus tôt, Montégut complète cette posture convenue, celle du héraut nostalgique d'un temps où dominaient

une littérature et une librairie de qualité, par une mise en avant de sa propre personne. « Au milieu du sable et de la poussière de la littérature contemporaine, j'ai trouvé quelques grains d'or, et je les mets sous les yeux du public français. » (Montégut 1851 : v). Présomption de jeune auteur ou volonté d'offrir à certaine catégorie de lecteurs le discours fataliste qu'elle a envie de lire ? Il y a là, sûrement, en tout cas, volonté de la part du traducteur de se faire une place en reprenant, par un mimétisme bien calculé, les codes du champ dans lequel il veut gagner sa position. Il y réussira, en devenant auteur d'une nouvelle traduction des œuvres de Shakespeare et de plusieurs études sur la littérature anglaise. Ironie du sort, c'est la société Hachette qui se chargera de diffuser ses ouvrages aussi largement qu'elle pouvait le faire, en utilisant avec son talent commercial bien connu, tous les ressorts de cette librairie industrielle que les premières lignes publiées par Montégut avaient voulu dénoncer. A l'ère de l'éditeur triomphant, c'était peut-être le prix à payer pour qu'un Rastignac poitevin devenu importateur de littérature anglaise obtienne la consécration symbolique qu'il avait toujours cherchée.

3.3 Habitus familial et ambition de carrière : le jeu complexe des choix personnels

Les cas Pichot et Montégut sont relativement idéal-typiques, de positions assez faciles à identifier dans le champ littéraire qui nous occupe ; les situations des deux autres traducteurs de Macaulay sont un peu moins simples, et montrent toute la complexité des enjeux à l'œuvre dans les processus de traduction de l'œuvre de l'historien *whig*. Prenons, pour commencer, le cas, assez emblématique de Guillaume Guizot. Il est né en 1833, au moment où son père, déjà auréolé d'une aura d'universitaire, d'historien, et d'intellectuel libéral, atteignait les sommets de sa carrière politique et faisait voter ce qui allait devenir l'une des lois fondatrices du système scolaire français. À 10 ans, il est le fils du deuxième personnage le plus puissant du royaume après le roi. À 15, il le suit dans sa disgrâce et son exil. Guizot n'est plus rien politiquement, mais il reste malgré tout une référence intellectuelle, et historiographique. Il a donc grandi dans l'ombre d'un père à la figure écrasante, à qui tout réussissait, et au prestige certain en dépit des oppositions et échecs politiques et des hostilités mondaines, sans figure maternelle compensatoire – sa mère étant morte le jour de ses deux mois. Il a reçu de son père une solide éducation (lycée Bonaparte, faculté de Droit de Paris), ainsi qu'une anglomanie doublée d'un bilinguisme parfait. S'il a pu se montrer quelque peu indolent durant sa jeunesse, il n'en suit pas moins, très tôt, les traces que l'héritage parental semble avoir laissées pour lui, en renonçant à la carrière juridique pour épouser celle des lettres et de l'histoire. Sa première œuvre, *Ménandre, étude historique sur la comédie et la société grecques*, est couronnée en 1855 par l'Académie française... dont son père est membre depuis 1836. Ce premier travail est fort éloigné des thématiques de recherche paternelles, mais assez vite, Guillaume Guizot en revient aux traditions familiales : il publie d'abord un *Alfred le Grand, ou l'Angleterre sous les Anglo-Saxons*, avant de s'attaquer, à la fin des années 1850, à la traduction des essais de Macaulay. Le père d'ailleurs s'implique largement dans ce travail, faisant l'intermédiaire avec son éditeur Michel Lévy, relisant les épreuves et donnant ses commentaires à son traducteur de fils (Theis 2014 : 184-186 ; Guizot 2002).

Le cas Guizot pourrait paraître simple ; il comporte pourtant sa part de complexité, d'ambiguïté. Que cherche-t-il, le jeune Guillaume, en entreprenant, à 25 ans, d'écrire sur l'histoire de l'Angleterre, comme le fait son père, et de traduire les essais historiques, politiques et littéraires d'un intellectuel libéral – comme l'est son père ? La recherche de reconnaissance paternelle est, à n'en pas douter, une motivation importante. Il est bien d'autres cas de fils de personnages illustres qui toute leur vie ont cherché à se montrer à la hauteur ; un cas comparable est celui d'Anatole, le fils aîné de Victor Duruy, historien, libéral et ministre de l'Instruction publique comme Guizot : pour lui cependant, cette quête de reconnaissance conduira à une fin tragique (Geslot 2009 : 300-303) ; pour Guillaume

Guizot, elle le conduira au Collège de France. S'il cherche donc à honorer le nom que lui a donné son père, nul doute qu'entre également dans sa stratégie (on postulera qu'il y en avait une, au moins inconsciente) l'envie de se défaire de ce nom pour se faire un prénom. Il pouvait paraître présomptueux pour un jeune homme de 25 ans, de s'attaquer à la figure de Thomas Babington Macaulay, intellectuel et historien mondialement connu, dont les traductions du maître-ouvrage trônaient depuis plusieurs années sur les étals des librairies, de Paris à Londres et à New York. Bien sûr, c'est un ami de la famille – encore l'action du père – et un conseiller précieux. Mais en s'attaquant à l'œuvre d'une autre figure écrasante, à un véritable monument, le jeune Guizot cherchait sûrement à s'affirmer au sein d'un champ littéraire où son nom risquait de lui porter préjudice en le maintenant dans la position, éternellement secondaire, du « fils de ». Né trop tard pour être en mesure de traduire le maître-ouvrage, il doit se contenter des essais qui, jusque-là, n'ont semblé intéresser personne. Il prend bien soin de justifier cette traduction de ces textes épars, qu'il présente comme une sorte d'introduction générale à l'*Histoire d'Angleterre*, en s'étonnant par conséquent qu'on n'ait jamais pensé à les traduire. Lui, y a pensé, et avec une présomption égale à celle de Montégut, mais qui révèle la même volonté de s'affirmer, il déclare vouloir traduire « la collection complète [de ces essais], plus complète même que la collection Anglaise [sic] imprimée par Tauchnitz pour la France et le Continent. » C'était affirmer une grande ambition pour marquer un grand coup éditorial (Guizot 1860 : I-II). Même s'il n'atteindra jamais la notoriété et le prestige de son père, la reconnaissance académique dont il sera l'objet prouve qu'il aura réussi son pari.

Terminons avec le cas, tout à fait différent mais plus complexe, qu'est celui de Jules de Peyronnet. Lui aussi a sûrement des comptes à régler avec sa famille, avec ce père, qui a également connu la déchéance, mais qui surtout n'a jamais reconnu ni la femme qu'il aime, ni son mariage, et avec qui il a rompu depuis 1835, comme nous l'avons déjà évoqué. Ce n'était pas assez que ce fils de catholique intransigeant épouse une protestante : il fallait encore qu'il choisisse de traduire l'œuvre d'un historien libéral. Le choix du prestigieux historien britannique n'est donc sûrement pas motivé par la quête de reconnaissance paternelle : si la figure du père intervient d'une quelconque façon dans le choix de cet homme qui approche alors de ses 50 ans, c'est sûrement pour lui faire un pied-de-nez en assurant la promotion des idées d'un *whig*, si contraires au légitimisme familial. L'hypothèse filiale exclue, peut-on envisager que Jules de Peyronnet espère se faire un nom – ou un prénom – et entamer une carrière littéraire ? À 50 ans, ce n'est sûrement pas cet espoir qui le motive. Comme on l'a vu, la recherche d'un gain financier semble davantage entrer en ligne de compte. Et il en va sûrement de même pour son épouse qui, si elle participe – largement, selon toute vraisemblance – à la traduction de l'ouvrage, ne s'y consacre certainement pas avec l'espoir de se faire un nom, dans la mesure où, d'une part, la traduction paraît sous celui de son mari, et où, d'autre part, lorsqu'il s'agira d'acquérir la notoriété dans le monde de la presse, elle le fera grâce à un pseudonyme, Horace de Lagardie. La comtesse de Peyronnet est encore un bon exemple des processus d'invisibilisation des femmes à l'œuvre dans le champ littéraire tout au long du XIX^e siècle (Wilfert 2002 : 41).

[Conclusion]

Pourquoi traduire Macaulay dans la France du Second Empire ? Posée ainsi, la question contient une partie de sa réponse : parce qu'il s'agit de permettre la diffusion, dans une France enchaînée par l'autoritarisme bonapartiste après avoir connu les affres de la révolution, d'un texte emblématique de la pensée libérale britannique, susceptible de prouver la supériorité d'un modèle où ni l'arbitraire ni l'anarchie n'ont leur place, et d'apporter au courant libéral l'autorité d'un intellectuel réputé. Si le texte a une dimension historique évidente, il est aussi et avant tout une œuvre politique, dont l'écho trouve une résonance particulière dans la brûlante actualité française (et européenne) du

milieu du siècle. Mais pour les traducteurs et les éditeurs français de Macaulay, l'intérêt d'une telle traduction ne réside pas seulement dans la contribution à un jeu politique auquel ils se contentent de participer de loin, en fournissant aux libéraux de quoi fourbir les armes qu'ils dirigeront contre toutes les révolutions et tous les autoritarismes. Les bénéfices économiques et symboliques semblent davantage influencer leur choix de s'investir dans la diffusion des textes de l'historien britannique, selon des modalités qui varient en fonction de leur situation personnelle et de leur positionnement dans le champ littéraire, ce qui nous donne une intéressante typologie : d'un côté, de jeunes auteurs même pas trentenaires (Guizot, Montégut) qui cherchent à se faire un nom, ou un prénom, en tout cas une place au soleil des lettres parisiennes et une position sociale, voire à affirmer un engagement politique ; de l'autre, des hommes installés (Pichot, Charpentier, Lévy, Perrotin), pour qui l'enjeu, tout autre, est de préserver des positions acquises, sur un marché éditorial et symbolique fortement concurrentiel, où le risque est toujours présent de se faire dépasser par plus jeune et plus entreprenant que soi ; enfin, un couple dans le besoin (les Peyronnet), pour qui le bénéfice symbolique semble moins important que l'apport financier. Le cas des traductions de Macaulay interroge ainsi jusqu'au statut du traducteur dans la France du Second Empire : entre engagement collectif et ambition personnelle, entre impératifs matériels et défense d'un idéal politique et culturel, entre intérêts financiers bien compris et quête symbolique inconsciente, ces hommes – et cette femme – illustrent parfaitement, en même temps qu'une professionnalisation encore balbutiante, cette « position "molle" », ce « flottement social » (Heinich 1984 : 265) qui sont alors ceux de leurs confrères et consœurs, et qui le resteront tout au long du siècle – et au-delà.

Bibliographie

AGULHON Maurice (1992) [1973]. *1848 ou l'apprentissage de la République 1848-1852*. Paris, Seuil.

ATTUEL-HALLADE Aude (2018). *T.B. Macaulay et la Révolution française. La pensée libérale whig en débat*. Paris, Michel Houdiard Éditeur.

BARJOT Dominique, DARD Olivier, FOGACCI Frédéric, GRONDEUX Jérôme (2016). *Histoire de l'Europe libérale. Libéraux et libéralisme en Europe. XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, Nouveau Monde.

BENSIMON Fabrice (2016). « Anglomanie et anglophobie intellectuelles ». In CHARLE Christophe et JEANPIERRE Laurent (dir.). *La Vie intellectuelle en France. 1. Des lendemains de la Révolution à 1914*. Paris, Seuil, p. 412-416.

BOURDIEU Pierre (2009). « Les conditions sociales de la circulation des idées ». In SAPIRO Gisèle (dir.). *L'Espace intellectuel en Europe. De la formation des États-nations à la mondialisation. XIX^e-XXI^e siècle*. Paris, La Découverte.

BRIGGS Asa (2008). *A History of Longmans and Their Books 1724-1990*. London, The British Library and Oak Knoll Press.

COOPER-RICHET Diana & BORGEAUD Emily (1999). *Galignani*. Paris, Galignani.

→ *Bilingual edition*.

COOPER-RICHET Diana (2002). « Revues anglaises, revues françaises : des formes multiples d'échanges ». In PLUET-DESPATIN Jacqueline, LEYMARIE Michel & MOLLIER Jean-Yves (dir.). *La Belle Époque des revues*. Caen, éditions de l'IMEC.

COOPER-RICHET Diana (2018). *La France anglaise. De la Révolution à nos jours*, Paris, Fayard.

DIGEON Claude (1992) [1959]. *La Crise allemande de la pensée française, 1870-1914*. Paris, PUF.

DOBBIN Frank, SIMMONS Beth, GARRETT Geoffrey (2007). « The Global Diffusion of Public Policies: Social Construction, Coercion, Competition, or Learning? ». *Annual Review of Sociology*, 33 : 449-472.

FAURE Alain (1992). *Le XIX^e siècle et la Révolution*. Paris, Créaphis.

FORCADE Eugène (1849). « Une révolution conservatrice », *Revue des Deux Mondes*, nouvelle période, 19^e année, t. III, pp. 769-809.

FRANCESCO Antonino (DE) (2018). *La Guerre de deux cents ans. Une histoire des histoires de la Révolution française*. Paris, Perrin.

GENET Jean-Philippe et RUGGIU François-Joseph (2007). *Les Idées passent-elles la Manche ? Savoirs, représentations, pratiques (France-Angleterre, X^e-XX^e siècles)*. Paris, PUPS.

GESLOT Jean-Charles (2009). *Victor Duruy. Historien et ministre (1811-1894)*. Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

GOUANVIC Jean-Marc (2007). « Objectivation, réflexivité et traduction. Pour une re-lecture bourdieusienne de la traduction ». In Wolf Michaela & Fukari Alexandra (éd.). *Constructing a Sociology of Translation*. Amsterdam, Philadelphia, John Benjamins Publishing Co.

GUIZOT François (2002). *Lettres à sa fille Henriette. 1836-1874*. Paris, Perrin.

[Article inédit]

GUIZOT Guillaume (1860). « Avertissement ». In Macaulay Thomas. *Essais historiques et biographiques* (traduit de l'anglais par Guillaume Guizot). Paris, Michel Lévy frères.

HEILBORN Johan et SAPIRO Gisèle (2008). « La traduction comme vecteur des échanges culturels internationaux ». In SAPIRO Gisèle (dir.). *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*. Paris, CNRS éditions, p. 25-44.

HEINICH Nathalie (1984). « Les traducteurs littéraires : l'art et la profession ». *Revue française de sociologie*, 25-2 : 264-280.

KNOWLES Michael David (1998), « Thomas Babington Macaulay, Baron Macaulay ». *Encyclopaedia Britannica*. [En ligne] <https://www.britannica.com/biography/Thomas-Babington-Macaulay-Baron-Macaulay> [consulté le 31 août 2019].

MANSELL Philip (2003). *Paris, capitale de l'Europe. 1814-1852* (traduit de l'anglais par Paul Chemla). Paris, Perrin.

→ MANSELL Philip (2001). *Paris between Empires, 1814-1852*. London, John Murray Ltd.

MCINTOSH Fiona (2012). « Historiens de langue anglaise ». In CHEVREL Yves, D'HULST Lieven et LOMBEZ Christine (dir.). *Histoire des traductions en langue française. XIX^e siècle 1815-1914*. Paris, Éditions Verdier, p. 811-926.

MOLLIER Jean-Yves (1984). *Michel et Calmann Lévy ou la Naissance de l'édition moderne (1836-1891)*. Paris, Calmann-Lévy.

MOLLIER Jean-Yves (1988). *L'Argent et les lettres. Histoire du capitalisme d'édition, 1880-1920*. Paris, Fayard.

MONTÉGUT Émile (1851). « Avant-propos ». In Emerson Ralph, *Essais de philosophie américaine* (trad. Émile Montégut). Paris, Charpentier, p. v-vii).

MONTÉGUT Émile (1854). « Avant-propos ». In Macaulay Thomas. *Histoire d'Angleterre depuis l'avènement de Jacques II* (traduit de l'anglais par Émile Montégut). Paris, Charpentier

MONTÉGUT Émile (1858). *Libres opinions morales et politiques*. Paris, Poulet-Malassis et de Broise.

PARINET Élisabeth (2004). *Une histoire de l'édition à l'époque contemporaine. XIX^e-XX^e siècle*. Paris, Seuil.

PICHOT Amédée (1857). « Avertissement ». In MACAULAY Thomas. *Histoire du règne de Guillaume III pour faire suite à l'histoire de la révolution de 1688* (traduit de l'anglais par Amédée Pichot), Paris, Perrotin.

PICKFORD Susan (2012). « Traducteurs ». In CHEVREL Yves, D'HULST Lieven et LOMBEZ Christine (dir.). *Histoire des traductions en langue française. XIX^e siècle 1815-1914*. Paris, Éditions Verdier, p. 149-187.

ROUSSELLIER Nicolas (1991), *L'Europe des libéraux*, Bruxelles, Complexe.

RUSSELL Martin (2004). « Peyronnet, (Georgina) Frances de [née Georgina Frances Whitfield], Viscountess de Peyronnet in the French nobility ». In Matthew H. C. G. & Harrison Brian (dir.). *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press.

[Article inédit]

SAPIRO Gisèle & POPA Ioana (2008). « Traduire les sciences humaines et sociales : logiques éditoriales et enjeux scientifiques ». In SAPIRO Gisèle (dir.). *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*. Paris, CNRS éditions, p. 107-138.

SAPIRO Gisèle (2009). *L'Espace intellectuel en Europe. De la formation des États-nations à la mondialisation. XIX^e-XXI^e siècle*. Paris, La Découverte.

SAPIRO Gisèle (2012). *Traduire la littérature et les sciences humaines. Conditions et obstacles*. Paris, Ministère de la Culture et de la Communication.

SULLIVAN Robert E. (2009). *Macaulay. The Tragedy of Power*. Cambridge (Ms.), London, The Belknap Press of Harvard University Press.

THEIS Laurent (2014). *Guizot. La traversée d'un siècle*. Paris, CNRS.

VAPEREAU Gustave (1865). *Dictionnaire universel des contemporains*. Paris, L. Hachette.

WILFERT Blaise (2002). « Cosmopolis et homme invisible. Les importateurs de littérature étrangère en France, 1885-1914 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 144 : 33-46.